

ÉDITO

L'Avenir social En Marche !

Bien que dissociés, les mots *avenir* et *social* ne doivent pas disparaître de notre système de pensée, de notre manière d'être et de vivre. Au travers de ces deux mots, un tas d'autres se raccrochent : solidarité, humanité, progrès, etc.

Aujourd'hui, ce qui est en marche est probablement un douloureux rouleau compresseur écrasant notamment les plus démunis de notre société. Le projet « En Marche » prolonge et amplifie le système qui conduit vers l'égoïsme : leur seule solution serait de s'occuper de soi plutôt que des autres... Les fondements solidaires de notre société seraient obsolètes. Il faudrait suivre ce mouvement pour se sentir valorisé par les biens matériels, épater la galerie de manière ostentatoire et ne penser qu'à ça !

L'histoire de l'humanité prouve que l'évolution ne se résout pas de cette manière. L'Homme a toujours eu besoin de l'autre. De la même manière que l'entreprise n'est rien sans ses salariés – et non l'inverse comme on voudrait nous le faire croire. Sans l'autre, sans le soutenir, sans l'aider, nous ne sommes rien.

Notre société part de façon oblique, sans autre perspective d'avenir pour la jeunesse qu'un projet au programme déshumanisant. L'Homme court à sa perte s'il ne change pas sa façon d'être, sa position à l'égard de l'autre et de la nature.

Aujourd'hui des millions de personnes ont fui la guerre, notamment dans les pays du Moyen-Orient. Pour beaucoup, ils ont tout perdu. Ils vivaient en famille, participaient à la vie culturelle et sociale de leurs villes et villages... Tout cela a été détruit par des bombardements, des meurtres perpétrés par des monstres sanguinaires à la solde d'idéologies rétrogrades. La déshumanisation en marche est le vrai fléau auquel nous devons nous attaquer. Il faut faire vivre la solidarité, l'entraide et le soutien. Nous avons le devoir de continuer, avec l'ensemble de nos partenaires, associations et syndicats en France comme à travers le monde entier, à mettre de la couleur dans ce monde assombri par des conflits permanents.

Des archéologues ont découvert récemment des ossements vieux de 300 000 ans qui éclairent le chemin parcouru par les êtres humains du fait de leur vie sociale et activités émancipatrices. 300 000 ans plus tard, nous devrions renoncer aux conquêtes sociales, alors que la majorité des peuples de la planète ne bénéficie pas du minimum de droits, alors que des fortunes insolentes ne cessent de progresser. L'Avenir social continuera de faire vivre la solidarité envers tous ceux qui souffrent, pour leur bien-être et leur émancipation.



ÉRIC BERNARD



N° 38 | JUILLET 2017
BULLETIN TRIMESTRIEL DE L'AVENIR SOCIAL

Stains, la cité, sa jeunesse, les vacances à Cancale, L'Avenir social : l'Apcis, une association de quartier

Le conseil d'administration de L'Avenir social a récemment pris la décision de soutenir l'Apcis, qui se consacre à soutenir la jeunesse de la cité du Clos Saint-Lazare à Stains (Seine-Saint-Denis). Cette association est née dans ce quartier il y a 27 ans dans ce quartier qui compte parmi les plus déshérités de France et dans lequel se cumulent des problématiques liées au chômage, et à tous les dommages collatéraux de la pauvreté (santé, échec scolaire, accès au droit, logement, etc.) et où les dernières vagues d'immigration qui viennent remplacer les précédentes. Le soutien décidé porte sur « un séjour de colo » en ce mois au profit de seize jeunes et enfants du quartier qui partiront au bord de la mer, mer qu'ils n'ont jamais vu à ce jour.

Le conseil d'administration de L'Avenir social a récemment pris la décision de soutenir l'Apcis, qui se consacre à soutenir la jeunesse de la cité du Clos Saint-Lazare à Stains (Seine-Saint-Denis). Cette association est née il y a vingt-sept ans dans ce quartier qui compte parmi les plus déshérités de France et dans lequel se cumulent des problématiques liées au chômage et à tous les dommages collatéraux de la pauvreté (santé, échec scolaire, accès au droit, logement, etc.), et où les dernières vagues d'immigration viennent remplacer les précédentes. Le soutien décidé porte sur « un séjour de colo » ce mois-ci, au profit de seize jeunes et enfants du quartier qui partiront au bord de la mer – qu'ils n'ont jamais vue à ce jour.

Le quartier du Clos Saint-Lazare a sa particularité : les gosses en parlent en disant que c'est un ghetto où l'on vient de toute l'Île-de-France pour se ravitailler en héroïne et en cocaïne. Cette « petite entreprise » n'a pas de mal à trouver de la main-d'œuvre docile et pas chère dans le vivier des gamins pauvres qui habitent ce quartier densément peuplé (plus de 10 000 habitants). Plus de la moitié ont moins de 25 ans. Pour autant, ce quartier est « attachant ». En effet, on y trouve également de la solidarité, de l'entraide, de l'hospitalité qui aident à supporter les vicissitudes de la vie, et c'est dans ce décor que l'Apcis vient en soutien à ses voisins. Elle est née initialement dans la mouvance des grandes luttes antiracistes, mais très rapidement c'est l'urgence de la

THÈMA

vie précaire qui a rythmé ses actions. L'autonomie, la confiance, la liberté de s'organiser et d'agir laissées par le conseil d'administration à ses salariés ont donné la forme structurelle que l'on connaît aujourd'hui : une forme plutôt autogérée, sans hiérarchie verticale, une équipe qui décide collectivement de ses conditions de travail et d'actions avec une direction qui intervient dans l'arbitrage et l'ingénierie financière. Originale, parce qu'elle a également été réfléchie par ses salariés comme une bourse du travail du début du siècle : un lieu ressource où chaque habitant peut librement mettre ses capacités (même minimales) à disposition de l'autre. C'est aussi un lieu de repli pour trouver de l'aide, reprendre son souffle.

Comme souvent dans les zones d'extrême débrouille, c'est dans le « chaudron social » que naissent des actions innovantes qui donnent lieu à des politiques publiques plus tard.

C'est ainsi que l'Apcis a inventé ses propres dispositifs, notamment dans la lutte contre le décrochage scolaire qui lui vaut aujourd'hui une reconnaissance à l'échelon du département. Par exemple, pour le pôle culture et loisirs, l'Apcis est un accueil collectif des mineurs (nouveau nom donné pour les centres de loisirs). Elle propose aux enfants de 6 à 18 ans un accès aux loisirs, à la culture et aux vacances. C'est ainsi qu'elle s'est lancée, il y a deux ans, dans l'organisation des séjours « à l'ancienne », à la mode « éduc pop ».

L'association s'inspire de l'éducation populaire

En effet, l'équipe, avec les enfants et jeunes, organise les séjours durant l'année pour partir en juillet. Ces derniers sont véritablement acteurs de leurs vacances, ils les programment, les organisent, font les réservations et participent à la vie quotidienne durant toutes les étapes du séjour (courses, préparations des repas, ménages, vaisselles, etc.). Ce temps collectif génère des attaches affectives et de confiance avec l'équipe, réutilisées le reste de l'année pour d'autres actions. Ces enfants et jeunes ne fréquentent pas les structures municipales – trop coûteuses – et ne partent pas en vacances,

d'autant que l'offre municipale est faible – car pauvre elle-même.

L'association se revendique pleinement des orientations de l'éducation populaire par des actions éducatives et de loisirs qu'elle conduit en lien avec celles de prévention. Par souci des phénomènes d'exclusion, nous œuvrons en direction d'un public qui, durant les vacances scolaires, ne fréquente pas les structures d'animation de la commune et qui ne part pas. Une attention toute particulière est portée aux jeunes filles dans le souci de favoriser le vivre-ensemble filles-garçons afin de susciter un respect mutuel. Pour contrer ce sentiment d'auto-exclusion, nous mettons en place un séjour à la mer de quatre nuits et cinq jours, en juillet 2017, qui tient compte de la mixité filles-garçons et qui tend vers une parité égale des publics. Une attention particulière est portée sur la qualité de l'encadrement et des activités, par exemple une large ouverture vers d'autres horizons pour leur faire découvrir diverses facettes de la culture, d'éducation à l'environnement et de civisme (sont prévus des randonnées, herbiers des mers, jeux de plage, chars à voiles, cerfs-volants...).

Seize jeunes de 11 à 17 ans partiront donc, huit filles et huit garçons du quartier. Ces publics fréquentent les écoles ou collèges REP+ et sont composés, entre autres, d'enfants ou jeunes suivis dans le cadre de la protection de l'enfance, d'ordonnances judiciaires, du programme réussite éducative. Une attention particulière est portée sur les jeunes filles à travers des activités qu'elles attendent pour favoriser leur participation aux actions mixtes de la structure. Trois animateurs, dont un directeur (BAFD), un brevet d'État sportif, encadreront le séjour. Le départ se fera en deux minibus de neuf places pour les plages de Cancale.

Marie-Claude, référente de cette action pour la commission projet, s'est portée volontaire pour suivre cette action. Elle sera associée à toutes les étapes de contrôle (lors de la présentation du projet aux familles, du retour des enfants). La commission communication se propose de faire un film et des photos pour valoriser l'action.

Zorica Kovacevic

L'Apcis, une association de quartier

Née il y a vingt-sept ans dans le sillage des mobilisations et luttes antiracistes, l'Association pour la promotion culturelle intercommunautaire stanoise (Apcis) s'est rapidement employée à « faire de la solidarité », répondre à la précarité par du lien social, de l'entraide et de l'action éducation, du soutien à l'insertion. Ceci se fait sous une forme autogérée avec un système de décision collective et de pouvoir horizontal.

Le conseil d'administration est composé essentiellement de parents et de jeunes habitants le quartier. Il y a même un délégué des enfants qui siège et dont la voix vaut autant que celle de la présidente !

L'Apcis s'est agrandie au fil des années et intervient sur deux autres territoires : Bagnole et Épinay-sur-Seine.

De nombreux partenaires soutiennent financièrement l'association (l'Europe, l'État, la région, le département, les communes, la Caf, l'Agence régionale de la santé, etc.), mais sans pour autant couvrir tous les besoins. La course aux subventions est très chronophage et maintient le sentiment de précarité, puisque c'est tous les ans que le budget intégral est remis sur la table.

Ses onze salariés à temps plein se chargent, par une approche globale, sans condition, sans rendez-vous, de mener à bien les pôles d'interventions de l'Apcis : actions sociales (accueil, écoute, médiation, aide administrative, accompagnement, etc.), insertion professionnelle (recherche emploi, stage, formation, etc.), accrochage scolaire (accueil des élèves exclus, accompagnement à la scolarité, etc.), santé (prévention des conduites à risques, dépistage, développement des compétences psychosociales, etc.), culture et loisirs (accès à la culture, centre de loisirs, etc.)

BRÈVES



Le village malien de Bilissibougou, en route vers le progrès

Le village malien dans lequel L'Avenir social s'est investi pour l'installation d'une bibliothèque publique voit sa situation évoluer depuis l'élection d'un nouveau conseil municipal, illustration des changements positifs que connaît cette communauté. L'association des jeunes, soutenue par l'exécutif local, a fêté le 4 mai l'installation d'un moulin à farine. Cet équipement va permettre la mécanisation d'une tâche agroalimentaire qui libèrera la population féminine (adultes et enfants) d'une très lourde contrainte quotidienne. Un tel changement permet notamment d'envisager l'augmentation du taux de scolarisation des filles.

Qu'est-ce que la santé communautaire ?

Le constat de l'existence d'une médecine de classe n'est pas nouveau, le fait de vouloir la traiter non plus. Pour autant, identifier les modalités de sa construction (et donc pouvoir élaborer les stratégies de sa déconstruction) n'est pas chose facile et plusieurs approches se sont succédé.

La question du rapport entre le niveau économique et l'état de santé a suscité des débats et études sans cesse renouvelés. La question est abordée en Italie dès la fin du XVIII^e siècle. En France, c'est Villermé qui publie en 1840 une étude dans laquelle il affirme que c'est l'inégale répartition des richesses qui explique les différences de mortalités dans les quartiers de Paris.

Depuis, de nombreuses études, des débats ont alimenté le sujet. La loi de 2009 dite « Hôpital, patients, santé, territoire » entend régler la question de l'inégalité de l'accès aux soins ; la loi de 2016 sur la généralisation du

tiers payant s'inscrit dans cette lutte contre l'inégalité d'accès aux soins.

Les inégalités demeurent en dépit des dispositifs

En 1971, le sociologue Luc Boltanski suggère que les ouvriers avaient une moindre attention aux symptômes corporels tant que ceux-ci n'entravaient pas leurs activités quotidiennes. Quarante ans plus tard, un autre sociologue (Pierre Aiach) avance que l'évolution des modes de vie, la nature de l'activité professionnelle, les conditions de travail et la plus ou moins grande distance culturelle au monde médical sont autant d'autres facteurs qui jouent également sur la santé.

D'autres études vont alors suivre et affirmer que les patients les moins favorisés économiquement sont moins informés, font l'objet de diagnostics immédiats moins approfondis et font l'objet d'une moindre formation sur leur rôle à tenir face à la maladie. La saturation des services, le besoin de rentabilité, le standard de la médecine libérale favorise « ceux qui pigent vite », défavorise les autres, donne la meilleure place aux classes moyennes supérieures.

Face à ces constats émerge, au fil du temps et au gré des volontés, une médecine militante qui implique non plus l'individu seul dans son processus d'accès aux soins, mais un groupe social caractérisé par des liens et des intérêts, des pratiques, une localité : **la communauté**. C'est donc une santé participative qui s'élabore sous la forme d'un système de relations entre le profane et le professionnel, et qui intègre l'action de soin et l'éducation théra-

peutique. Il s'opère alors un transfert de compétences mutuel entre les deux.

D'un point de vue pratique, cela veut dire prendre en compte la réalité sociale dans son ensemble comme ayant une incidence sur la santé (classe sociale, chômage, isolement, éducation, exil, langue, logement, précarité, etc.) et impliquer un ensemble d'acteurs (élus, responsables associatifs, familles, groupe de patients, travailleurs sociaux, etc.). Cette approche critique et militante s'est construite dans des contextes précis : notamment avec l'émergence du Sida et l'arrivée des organisations militantes contre la faiblesse des politiques de prévention et d'éducation. Plus éloignée de nous, la mobilisation du Black Panthers Party, faisant le constat de la situation de discrimination sanitaire des populations afro-américaines, veut faire de la santé un terrain politique en termes de mot d'ordre, mais aussi de pratique : la mise en place de systèmes de soins alternatif et autonomes devient une arme contre l'État raciste et l'éducation tant politique que sanitaire des concernés. Plus récemment, des établissements autogérés de ce type naissent en Grèce en réaction aux décisions européennes de détruire le système de santé public.

En France, il existe quelques initiatives encore isolées et des enseignements de la discipline qui progressent. L'Avenir social va se mettre en charge d'une étude sur le sujet en rencontrant les acteurs de tels établissements ; son engagement sur ce terrain pour être l'issue de cette étude. À suivre...

Pascal Busquets

La communauté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et Unicef, à Alma Ata, ont forgé une définition

La participation communautaire est un processus dans lequel les individus et les familles, d'une part prennent en charge leur propre santé et leur propre bien-être comme ceux de la communauté, d'autre part développent leur capacité de concourir à leur propre développement comme à celui de la communauté. Ils en viennent ainsi à mieux appréhender leur propre situation et être animés de la volonté de résoudre leurs problèmes communs, ce qui les mettra en mesure d'être des agents de leur propre développement au lieu de se cantonner dans le rôle de bénéficiaires passifs de l'aide au développement.

Migrants à Paris, solidarité à Paris



Assistée par la préfecture, la mairie de Paris met en place des mesures d'inconfort destinées aux migrants. Cette pratique, déjà bien connue dans la capitale, consiste à dissuader l'installation de sans-abri par des entraves diverses. Sous un pont de La Chapelle, c'est un jeu de pierres brutes de grande taille qui avait été déposé pour empêcher de pouvoir y dormir. C'était sans compter sur la réaction de quelques travailleurs concernés, tailleurs de pierre, qui décident alors d'intervenir pour réagir : ils déplacent des pierres pour restituer de l'espace, et immortalisent leur passage en gravant « Liberté, Égalité, Fraternité ».

CONSTRUIRE L'AVENIR

Quand les organisations de la CGT rencontrent L'Avenir social

Le 23 mars dernier, à l'initiative de L'Avenir social, les organisations parisiennes de la CGT – union départementale, unions locales et unions syndicales – étaient invitées à une soirée conviviale pour débattre de l'action de l'association de solidarité de la CGT. Cette

réunion, accueillie par l'Union fraternelle des métallurgistes au 94 de la rue Jean-Pierre Timbaud dans le 11^e arrondissement, a permis de débattre avec des représentants d'unions locales et d'unions syndicales, en particulier celle de la RATP.

Cette initiative mérite d'être multipliée. Les adhérents de L'Avenir social sont disponibles pour renouveler l'expérience. N'hésitez pas à nous appeler : 01.55.82.84.21.

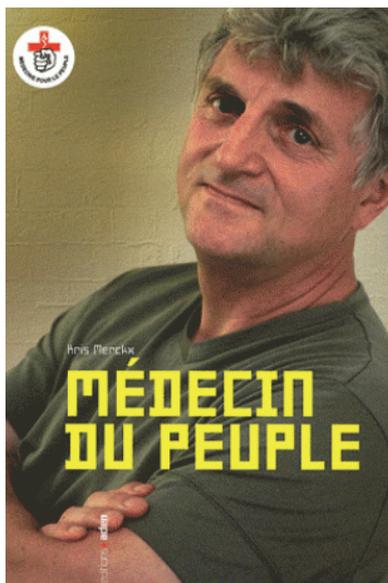
Lutte solidaire

Après les salariés du cabinet Degest – expert CHSCT – qui ont reversé le montant équivalent aux heures de grèves qu'ils ont effectuées

contre la loi El Khomri en octobre dernier, ce sont les salariés de l'Aful qui ont décidé de reverser l'équivalent de leurs heures de grève

à L'Avenir social. Qu'ils en soient remerciés, les uns comme les autres, au nom de tous les bénéficiaires de notre association.

Lecture



Médecin du peuple (Broché)
Paul Merckx. Aden - Bruxelles Editeur
460 pages. 20,30 euros.

Le 4 janvier 1971, Kris Merckx ouvrait à Hoboken (Belgique) la première maison médicale de « Médecine pour le Peuple » (MPLP). Partant du célèbre slogan de Mai 68, « servir le Peuple », une poignée d'étudiants en médecine voulait mettre leur savoir au service des luttes sociales et de la classe ouvrière. Le but ? Offrir à tous une médecine gratuite et de très haute qualité. Le pro-

jet s'est mué en succès, avec bien des réalisations concrètes que le lecteur découvrira avec étonnement dans ce livre (gratuité pour les patients des maisons médicales de l'association, luttes pour un environnement sain, contre le système des médecins-contrôle, pour la reconnaissance de nouvelles maladies professionnelles...). Dans le centre MPLP, le sens du travail collectif n'est pas un vain mot. Plusieurs cerveaux de médecins valent mieux qu'un : médicalement, scientifiquement, socialement et bien entendu internationalement. Solidarité oblige ! Ce livre restitue de façon très vivante l'expérience et l'approche d'un médecin au service des gens, ainsi que celles de ses confrères et consœurs des onze maisons médicales de MPLP implantées au nord comme au sud du pays. Un livre captivant, doté d'une vision sur l'avenir des soins de santé et qui livre des clés indispensables dans la lutte pour nos droits, parce que soigner les hommes ne sert pas à grand-chose si on ne lutte pas contre une société qui génère tant de malades.

Kris Merckx travaille en qualité de médecin généraliste à Médecine pour le Peuple Hoboken, association qu'il a fondée dans les années 1970.

Plus de 25 000 patients sont inscrits – et donc soignés – dans un de ces centres. Les soins de santé y sont gratuits. MPLP est une initiative du Parti du travail de Belgique (PTB). Tous deux partagent la devise : « Les gens d'abord, pas le profit. » C'est en fonction de ce principe de base que MPLP développe et évalue ses initiatives et alternatives en matière de soins de santé.

« Servir le peuple » a été, dès la première heure, notre motivation de départ. MPLP s'investit de tout cœur pour traiter les besoins quotidiens de ses patients. Le droit à la santé est un des droits fondamentaux de l'être humain. Par ses activités, MPLP essaye de sensibiliser les personnes en vue de participer à un processus de changement profond de la société, afin de garantir à tous ce droit fondamental.

« L'ÊTRE SOLIDAIRE »

BULLETIN DE L'AVENIR SOCIAL.

ASSOCIATION D'ENTRAIDE ET DE SOLIDARITÉ

FONDÉE EN 1906.

263, RUE DE PARIS, CASE 419 - 93514 MONTREUIL CEDEX.

TÉL. : 01 55 82 84 21 - FAX : 01 55 82 84 20

E-MAIL : contact@avenirsocial.org

SITE : www.avenirsocial.org

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : CATHERINE MIGUET

MAQUETTE :

ESPACE INFORMATION ET COMMUNICATION DE LA CGT / SC

04/07/2017

PHOTOS : AVENIR SOCIAL ©

Imprimerie : Rivet

Ne pas jeter sur la voie publique.